

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 02 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt-cinq le **2 avril à 18 H 00**, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans à la Salle des Fêtes – 5 rue du Four à SOMSOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 20 mars 2025 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. CAPPÉ, FORMET, FORTIN, VEBER, DHYÈVRE, DULIEUX, Mmes GUÉRY, CAPRA (suppléante de M. COTTON), M. MATHIEU, Mme FELICETTI, MM. DESCHAMPS, COLLOT, Mme ARMANETTI (à partir de 18h25), MM. DUGOIS (suppléant de M. CASTAGNA jusqu'à 20h15), MAUTRAIT, CHAMPION, GÉRARD, DESANLIS, DANCOT (suppléant de M. MOULIN), Mme GEOFFROY, MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. COQUIN, ROYER, LOISELET, PASSINHAS (à partir de 18h35), BOUQUET, Mme RÉOLON, M. MOUTON, Mme VÉGA, MM. GONTHIER, FONTAINE, Mme COLSON, M. ROCH, Mme BAUMEL, M. BEAUJOIN, Mme PARIS, MM. TRIOLET, EL GHALLOUSSI, ERRE.

Absents excusés : M. LONCLAS, Mme PARNISARI, MM. THIÉBAULT, DELCOMBEL, LANTERNAT, MALOU, Mme KARCENTY, M. CHAVEROU, Mme COLLIN, MM. BURCKEL, TINDILLIÈRE, Mmes JACQUEMOT, SERRE, MM. HMISSI, CARDOSO, Mmes GOUILLY, BERTIN.

Absents : MM. NICOULEAUD, BONETTI, DUCHÊNE, Mmes MUNSTER, GOLLÈS.

15 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. LONCLAS, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. FORTIN,
- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. MATHIEU,
- ✓ M. DELCOMBEL, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. MAUTRAIT,
- ✓ M. MALOU, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. BOUQUET,
- ✓ Mme KARCENTY donne pouvoir à M. DESANLIS,
- ✓ M. CHAVEROU, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. ROYER,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ M. BURCKEL donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir M. ROCH,
- ✓ Mme JACQUEMOT donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ Mme SERRE donne pouvoir à M. FONTAINE,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. BEAUJOIN,
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à Mme BAUMEL,
- ✓ Mme GOUILLY donne pouvoir à Mme VÉGA,
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme COLSON.

Secrétaire de séance : Monsieur Didier NOBLET.

EAU - ASSAINISSEMENT

CONVENTION D'ASSISTANCE À MAITRISE FONCIÈRE - SAFER

Rapporteur : Monsieur Patrick CHAMPION

Par délibération n°108 du 25 juin 2024, la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER a validé les plans d'actions des études d'aires d'alimentation de captages concernant 17 captages du territoire à savoir les captages d'ABLANCOURT, d'ARZILLIERES-NEUVILLE, de BREBAN, de CHAPELAINE, de COURDEMANGES, de BLACY «village», de BLACY « les Indes », de FRIGNICOURT, de GLANNES, de HUIRON, d'HUMBAUVILLE, de LIGNON, de MAISONS EN CHAMPAGNE, de MARGERIE-HANCOURT, de SOMPUIS, de SOMSOIS et de SONGY auxquels se sont rajoutés, par voie d'avenants, les captages de COOLE et des RIVIERES HENRUEL.

Les études des aires d'alimentation des captages (A.A.C.) ont pour objectif de préserver les captages en luttant contre les pollutions diffuses principalement d'origines anthropiques.

Afin d'améliorer la qualité de chacune des ressources concernées, des plans d'actions seront mis en œuvre sur la totalité surfacique des aires d'alimentation.

Dans la liste des actions ciblées par les études A.A.C., un volet foncier a été inscrit. Pour mettre en œuvre ce type d'action foncière, une convention avec la SAFER est nécessaire via la cellule « CAFeau ». Par cette convention, la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER autorise la SAFER à réaliser un pré-diagnostic foncier sur le territoire, afin d'identifier les opportunités de manœuvres foncières (échanges, baux ruraux, départs à la retraite).

Les actions foncières sont fortement mises en avant par l'Agence de l'Eau Seine Normandie, qui subventionne à hauteur de 100 % le pré-diagnostic sur les captages dits prioritaires. Sur notre territoire, les captages concernés sont les suivants : Blacy, Chapelaïne, Corbeil, Courdemanges, Huiron, Humbauville, Margerie Hancourt, Les Rivières-Henruel, Sompuis, Somsois, Songy.

Ainsi, la présente délibération vise, dans un premier temps, à approuver la signature de la convention d'assistance à maîtrise foncière et dans un deuxième temps, à autoriser la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER à solliciter l'octroi de subventions auprès des organismes financeurs pour la suite des actions foncières à mener.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°33 du Conseil de Communauté en date du 18 mars 2014 portant sur les objectifs à atteindre et études à mener conformément aux préconisations et obligations des organismes de l'Etat (A.R.S et Agence de l'Eau),

Vu la délibération n°108 du Conseil de Communauté en date du 25 juin 2024, portant sur les plans d'actions des études d'aires d'alimentations de captages incluant le volet foncier,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 11 mars 2025,

Il vous est demandé, après avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la « convention cadre de prestations de service et de mise en réserves foncières compensatoires » ci-jointe ainsi que tout document lié à cette affaire ;

2°/ solliciter l'octroi des subventions auprès des organismes financeurs, tels que l'Agence de l'Eau Seine Normandie, le Département de la Marne, aux taux les plus élevés possibles ;

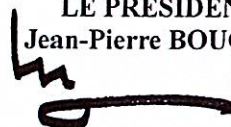
3°/ dire que les crédits nécessaires à la réalisation de ces actions foncières seront inscrits au budget annexe de l'Eau.

La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil de Communauté.

Le secrétaire de séance,
Didier NOBLET



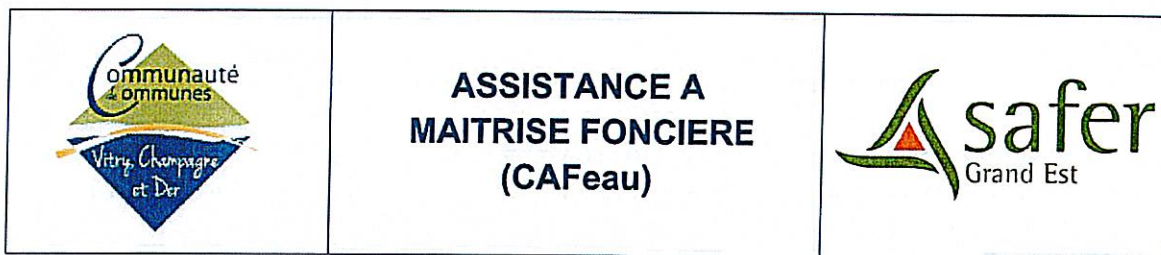
POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT,
Jean-Pierre BOUQUET



Certifié exécutoire par le Président compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le - 8 AVR. 2025
et de la publication le - 9 AVR. 2025
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.



**CONVENTION CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICE ET DE MISE EN RESERVES FONCIERES
COMPENSATOIRES n° CC 51 24 0004 01**

ENTRE

Collectivité : Communauté de Communes Vitry Champagne et Der

Domiciliée : Place de l'Hôtel-de-Ville BP 50420 - 51308 Vitry-le-François Cedex

Représentée par son président, Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, autorisé par délibération du Conseil
..... en date du

Adresse électronique de contact :

Ci-après dénommée « **le SIGNATAIRE** »

ET

LA SAFER GRAND EST

Société Anonyme au capital de 2 740 816 € dont le Siège Administratif est situé au 14, rue Rayet Liénart – 51420 WITRY LES REIMS.

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Reims sous le numéro 736 220 377 (69 B 61)
Agréée par arrêté interministériel du 22 décembre 2016, publié au Journal Officiel du 24 décembre 2016,
Représentée aux présentes par Monsieur Stéphane MARTIN, son Directeur Général Délégué, dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 3 juin 2021.

Ci-après dénommée « **la Safer** »

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : Périmètres d'actions	3
ARTICLE 2 : Actions de la Safer	3
ARTICLE 3 : La veille foncière et l'usage du droit de préemption	3
ARTICLE 4 : Le prédiagnostic foncier	3
ARTICLE 5 : Le diagnostic foncier.....	4
ARTICLE 6 : Acquisitions foncières au bénéfice du SIGNATAIRE.....	4
6.1 Constitution de réserves foncières par la Safer :	4
6.1.1. <i>Acquisition SAFER pour compensation</i>	5
6.1.2. <i>Stockage et déstockage</i>	5
6.2 Echanges	5
6.3 Recueil d'accords amiables pour le compte du SIGNATAIRE	5
ARTICLE 7 : Gestion foncière.....	5
ARTICLE 8 : Rémunération de la Safer	6
8.1 Rémunération des prestations de service.....	6
8.1.1 <i>Prédiagnostic foncier</i>	6
8.1.2 <i>Etude foncière</i>	6
8.1.3 <i>Recueil des accords amiables</i>	6
8.1.3.1 – <i>Rémunération SAFER sur négociation engagée</i> :	6
8.1.3.2 – <i>Rémunération SAFER sur accord signé</i> :	6
8.1.4 <i>Recherche et mobilisation de foncier agricole compensatoire</i>	6
8.2 Préfinancement et frais de portage de stock foncier compensatoire.....	7
8.2.1 – <i>Calcul du prix garanti (H.T) et de l'avance consentie par le SIGNATAIRE à la Safer pour la mise en réserve des biens stockés</i>	7
8.2.2 – <i>Frais de portage du stock foncier compensatoire</i>	7
8.2.2.1 – <i>Les frais financiers à la charge du SIGNATAIRE</i>	7
8.2.2.2 – <i>Les frais de gestion administrative à la charge du SIGNATAIRE</i>	8
8.2.3 – <i>Sortie de Mise en Réserve (SMR)</i>	8
ARTICLE 9 : Garantie de bonne fin à la charge du SIGNATAIRE.....	8
ARTICLE 10 : Intervention exclusive de la Safer	8
ARTICLE 11 : Date d'effet.....	9
ARTICLE 12 : Durée.....	9
ARTICLE 13 : Modalités des paiements	9
ANNEXES.....	10
Annexe 1 : Plan, périmètre d'action de négociation foncière confiée à la SAFER.....	10

Exposé du projet

La Région Grand Est présente un grand nombre de captages prioritaires ou sensibles concernés par une problématique de qualité de la ressource en eau.

La SAFER Grand Est et les Agences de l'Eau Seine-Normandie et Rhin-Meuse ont signé une convention tripartite afin de contribuer à un objectif commun de préservation des ressources naturelles.

Les captages de BLACY, CHAPELAINE, CORBEIL, COURDEMANGES, HUIRON, HUMBAUVILLE, MARGERIE-HANCOURT, LES RIVIERES-HENRUEL, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, font partie de la liste des captages «prioritaires» établi par l'AESN. A ce titre, l'Agence de l'eau a mené une démarche de délimitation d'Aire d'Alimentation de Captage avec élaboration d'un plan d'action pour reconquérir la qualité de sa ressource en eau potable.

Ainsi, la réalisation de prédiagnostic foncier permet d'envisager si une action foncière peut contribuer à l'amélioration durable de la ressource en eau.

Par la présente convention, la SAFER Grand Est est missionnée pour accompagner le SIGNATAIRE et réaliser toutes les opérations foncières nécessaires aux objectifs de protection.

Le SIGNATAIRE et la Safer ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Périmètres d'actions

La présente convention s'applique sur les territoires constitués par les Aires d'Alimentation des captages de la CC VITRY CHAMPAGNE ET DER classées prioritaires par l'AESN (cf. annexe 1) .

Les acquisitions réalisées par la SAFER Grand Est peuvent également porter, après accord du SIGNATAIRE, sur des parcelles situées en dehors de l'Aire d'Alimentation du captage.

Celles-ci peuvent s'avérer utiles pour des échanges avec des parcelles situées dans les périmètres.

ARTICLE 2 : Actions de la Safer

Le SIGNATAIRE sollicite la SAFER pour les prestations suivantes :

- Mise en place d'une veille foncière
- Réalisation d'opérations foncières (négociation, échange, mise en réserve foncière)
- Gestion foncière

Les modalités d'intervention sont précisées dans les articles suivants.

ARTICLE 3 : La veille foncière et l'usage du droit de préemption

La SAFER informe le SIGNATAIRE, dans un délai de 48 heures suivant leurs réceptions, des notifications de vente qui lui sont adressées par les notaires sur le territoire désigné à l'article 1. Cette information est consultable via Internet par un accès à VIGIFONCIER, selon les modalités d'intervention dans la convention d'information et d'intervention foncière (CIF) n° CV 51 24 0007 01.

Lorsque la SAFER exerce son droit de préemption, le SIGNATAIRE est tenu par la garantie de bonne fin dans les conditions de l'article 9.

ARTICLE 4 : Le prédiagnostic foncier

Le prédiagnostic a pour objectif de mettre en évidence la pertinence d'une action foncière, dès lors que les études AAC diligentées par la collectivité sont terminées et restituées.

Il s'agit d'une photographie à un instant « T » de l'état du foncier sur une aire d'alimentation. Il constitue une vision à court ou moyen terme des possibilités foncières d'un territoire.

L'étude repose principalement sur le traitement des bases de données en possession par la SAFER :

- Registre parcellaire graphique
- Cadastre

- Déclaration d'intention d'Aliéner, Observatoire du foncier
- Stock foncier SAFER

Dans une première partie, une présentation de la zone d'étude constituera l'entrée en matière de l'étude.

Dans une deuxième partie, le traitement des bases de données permettra le recensement des propriétaires et des exploitants de l'Aire d'Alimentation de Captage. Une série de cartes sera produite sur la base de différents critères d'analyses statistiques et constituera un atlas du foncier de l'AAC.

Les critères retenus sont les suivants :

- Ilot de culture en vulnérabilité forte
- Classe d'âge de l'exploitant : + de 60 ans
- Surface d'exploitation dans l'AAC inférieur à 10% et au moins 40% de la SAU à plus de 15 km
- Surface d'exploitation dans l'AAC supérieur à 90% et exploitant ayant plus de 60 ans
- Exploitant mixte polyculture-élevage
- Culture de l'ilot

Dans une troisième partie, nous analyserons la **pertinence d'une action foncière sur l'Aire d'Alimentation de Captage à partir des différents indices ayant attirés tout particulièrement notre attention, et la nécessité de la mise en place d'un diagnostic foncier**

ARTICLE 5 : Le diagnostic foncier

Pour les projets impactant plus de 10 personnes (propriétaires indivisaires, nu propriétaires, usufruitiers, exploitants agricoles), un diagnostic foncier sera réalisé préalablement à toute négociation, le SIGNATAIRE confiera à la Safer Grand Est la réalisation d'un état des lieux initial mettant en exergue les surfaces pouvant être acquises ou échangées dans le périmètre d'intervention.

Méthodologie de l'étude foncière :

Analyse Foncière :

- 1 / Entretien individuel avec les exploitants agricoles pour déterminer l'évolution de leur activité à court et moyen terme (maintien, reprise, transfert, cessation) et les modalités de transfert ou de résiliation de bail
- 2 / Entretien avec les propriétaires foncier pour appréhender les conditions de vente ou d'échange amiable
- 3 / Identification des besoins en réserve foncière compensatoire
- 4 / Proposition d'un schéma d'aménagement et des conditions de mise en œuvre

Réunions :

Au besoin, des réunions d'information ou de concertation pourront être initiées par la Safer et le SIGNATAIRE en associant les organisations professionnelles agricoles, les Services Fiscaux, les propriétaires et les exploitants.

Rapport d'Étude :

- Analyse des contacts propriétaire et exploitant
- Définition d'un périmètre d'aménagement et d'un schéma d'aménagement foncier
- Modalités techniques et financières de mise en œuvre
- Compte-rendu écrit / cartographique

ARTICLE 6 : Acquisitions foncières au bénéfice du SIGNATAIRE

En dehors des cas de recours au droit de préemption mentionné à l'article 3, les moyens suivants peuvent être mis en œuvre par la Safer :

6.1 Constitution de réserves foncières par la Safer :

Ce procédé peut être utilisé afin de constituer des réserves foncières auprès de la Safer par acquisition amiable ou préemption.

6.1.1. Acquisition SAFER pour compensation

Dans le cadre des négociations amiables engagées par la Safer dans les périmètres d'emprises du SIGNATAIRE, des compensations foncières pourront être demandées par les propriétaires ou exploitants agricoles concernés. La Safer a pour mission de rechercher, de négocier et de mobiliser des terres de compensation. A travers un document d'Entrée de Mise en Réserve (EMR), la Safer présente au SIGNATAIRE les biens qu'elle se propose d'acquérir, leur situation locative, les conditions financières de l'acquisition ainsi que les frais de portage annuels et la Garantie de Bonne Fin éventuelle à la charge du SIGNATAIRE.

Le SIGNATAIRE se prononce sur l'opportunité de la mise en réserve dans le mois qui suit la présentation par la Safer. L'accord permettra à la Safer de garder les parcelles acquises dans son stock et de différer la rétrocession. Cette réserve foncière pourra **compenser à surface égale** la perte foncière des propriétaires et maintenir l'outil de travail des agriculteurs concernés par les emprises du SIGNATAIRE.

6.1.2. Stockage et déstockage

Pendant la durée de la convention, la Safer s'engage, après accord éventuel de ses commissaires du gouvernement (art.L.142-5 du code rural), à maintenir en stock ses biens fonciers et non fonciers ayant fait l'objet d'un accord de mise en réserve du SIGNATAIRE.

Dans le cadre d'un accord amiable de vente initié et réalisé par la Safer (cf. article 6.3) et sous réserve du respect de ses obligations légales, la Safer peut céder ses réserves foncières directement aux propriétaires/exploitants concernés ou à d'autres propriétaires/exploitants qui concourent à la libération des emprises foncières du SIGNATAIRE (co-échangistes, bailleurs, ...). A travers un document de Sortie de Mise en Réserve (SMR), la Safer présente au SIGNATAIRE les biens qu'elle se propose de revendre. Après accord du SIGNATAIRE pour le déstockage au profit d'un tiers, la Safer procède à la cession des immeubles concernés. Si le prix de revente est inférieur au prix garanti, le SIGNATAIRE s'engage à garantir la bonne fin de l'opération (cf. article 9).

Le portage par la Safer des terrains destinés à accompagner les procédures d'échanges ou de réserves foncières nécessaires à la politique menée par le **SIGNATAIRE ne peut excéder une durée de 5 ans**, éventuellement reconductible avec l'accord des parties.

6.2 Echanges

En collaboration avec le SIGNATAIRE, la Safer procède à l'examen et aux négociations conduisant éventuellement à la mise en place d'échanges directement ou par voie de compensation afin d'assurer la maîtrise foncière souhaitée.

Prenant en compte les stocks spécifiquement constitués (propriété de la Safer et/ou propriétés du SIGNATAIRE) et en collaboration avec le SIGNATAIRE, la Safer procède aux consultations et contacts utiles à la réalisation d'échanges. Des échanges intermédiaires facilitant la réalisation des objectifs poursuivis pourront être réalisés après accord du SIGNATAIRE. Ils seront alors pris en compte comme une sortie et une entrée de mise en réserve. Le SIGNATAIRE prendra en charge l'ensemble des frais liés à un échange foncier.

6.3 Recueil d'accords amiables pour le compte du SIGNATAIRE

Le SIGNATAIRE donne à la Safer mandat pour négocier, en son nom et pour son compte, tout accord de vente ou d'échange auprès des propriétaires et tout accord de résiliation de baux auprès des exploitants dont les parcelles sont situées dans le périmètre d'action mentionné à l'article 1. Les négociations se feront après consultation des services des Domaines et barèmes d'indemnisation départementaux des exploitants agricoles.

ARTICLE 7 : Gestion foncière

Le SIGNATAIRE détenant des biens ruraux dans le cadre de la politique de maîtrise foncière et désirant assurer leur bonne exploitation peut solliciter l'assistance de la Safer pour assurer la gestion de ce patrimoine foncier. Le SIGNATAIRE peut confier à la Safer par convention de mise à disposition (art.L.142-6 du code rural), la gestion de terres libres d'occupation dont elle est propriétaire dans le périmètre d'intervention. La Safer peut, en application du même article du code rural, en confier l'exploitation au moyen de baux de mise à disposition annuels ou pluriannuels.

ARTICLE 8 : Rémunération de la Safer

8.1 Rémunération des prestations de service

La rémunération des prestations relatives à l'information du marché foncier, les études foncières préalables, l'intervention par préemption, le recueil d'accords amiables ou la recherche de compensations foncières est déterminée par accord entre le SIGNATAIRE et la Safer.

8.1.1 Prédiagnostic foncier

Le coût de cette prestation sera pour chaque captage, après établissement d'un devis à la demande de la collectivité, à un prix forfaitaire de 8 800 € HT soit 10 560 € TTC.

8.1.2 Etude foncière

	EUROS HT
Analyse Foncière	300 € par exploitant ou par propriétaire
Réunions/Rencontres	700 € par réunion
Rapport d'Étude	2 500 €

Cette prestation peut être prise en charge par la cellule d'Animation Foncière Eau (CAFeau) après accord de l'Agence de l'Eau.

8.1.3 Recueil des accords amiables

On entend par accord amiable tout contrat, promesse de vente, accord de cession, promesse d'échange ou résiliation de bail, signature de conventions, de baux avec clause environnementale ou d'ORE (avec ou sans cession foncière) au profit du SIGNATAIRE. La rémunération de la mission de la Safer se décompose de la manière suivante :

8.1.3.1 – Rémunération SAFER sur négociation engagée :

Pour chaque négociation engagée par la Safer auprès d'un propriétaire ou d'un exploitant agricole, un forfait de 1 500 € (HT) sera facturé au SIGNATAIRE sur présentation d'un accord signé par un propriétaire ou un exploitant ou à défaut, sur présentation d'un compte rendu de négociations adressé au SIGNATAIRE.

8.1.3.2 – Rémunération SAFER sur accord signé :

Pour chaque accord signé et transmis au SIGNATAIRE, la Safer facturera au SIGNATAIRE une rémunération complémentaire de 8% (HT) appliquée sur le montant total du prix de vente et des indemnités perçues par les propriétaires et les exploitants concernés. Dès lors, quelle que soit la suite donnée par le SIGNATAIRE aux accords reçus, la rémunération sera acquittée à la Safer dans un délai de 1 mois après signature des propriétaires/exploitants et transmission des éléments au SIGNATAIRE.

8.1.4 Recherche et mobilisation de foncier agricole compensatoire

En référence à l'article 6.1.1, la prestation Safer pour la recherche et la mobilisation de foncier agricole compensatoire est facturée dès lors où le SIGNATAIRE accepte et valide le document d'Entrée de Mise en Réserve (EMR) proposée par la Safer. Dans le cadre d'une nouvelle acquisition par la Safer, un forfait de 1500€(HT) par EMR sera facturé au SIGNATAIRE. Le forfait facturé sera limité à 500 € (HT) pour toute EMR dont le montant total du prix de vente et des indemnités est inférieur à 5 000 €. Pour un transfert de stock foncier agricole déjà constitué par la Safer pour le compte d'une Collectivité, le SIGNATAIRE prendra en charge les frais de déconventionnement.

8.2 Préfinancement et frais de portage de stock foncier compensatoire

Pour chaque EMR validée par le SIGNATAIRE :

- le SIGNATAIRE assure à la Safer le préfinancement de l'opération à hauteur du prix garanti (H.T) de l'opération,
- le SIGNATAIRE règle les frais financiers éventuels supportés par la Safer,
- le SIGNATAIRE règle les charges spécifiques liées au stockage,
- le SIGNATAIRE règle les frais d'échanges éventuels liés à un aménagement foncier,
- le SIGNATAIRE garantit l'équilibre financier lors de la rétrocession.

Ces conditions s'appliquent également lors de la rétrocession de biens réalisés sous forme d'échanges.

8.2.1 – Calcul du prix garanti (H.T) et de l'avance consentie par le SIGNATAIRE à la Safer pour la mise en réserve des biens stockés

Le SIGNATAIRE s'engage à verser à la Safer une somme correspondant au prix garanti des surfaces mises en réserve définie ci-dessous (A + B + C). Cette avance est constituée par les éléments suivants :

A – Prix principal d'acquisition

Ce prix correspond à celui figurant dans l'acte d'acquisition (augmenté des indemnités de toute nature versées à l'exploitant pour la libération des lieux).

B – Frais annexes comprenant

- les frais d'actes notariés,
- les frais de publicité,
- les frais de géomètre, de cadastre,
- éventuellement, les frais de procédures et de contentieux,
- tous débours de la Safer.

C – Honoraires de la Safer Grand Est

Pour une acquisition amiable, une rémunération de 8% (HT) sera appliquée sur l'élément A+B avec un forfait minimum de 350€ (HT)*.

Pour une acquisition par préemption, une rémunération de 10% (HT) sera appliquée sur l'élément A+B avec un forfait minimum de 350€ (HT)*.

**barème en vigueur validé au conseil d'administration Safer le 02 novembre 2023.*

En référence à l'article 6.2, les frais d'échanges (actes notariés, bornage, rémunération Safer) et les soultes éventuelles liés à un aménagement foncier seront pris en charge par le SIGNATAIRE. Ces frais seront facturés au SIGNATAIRE lors de la mise en réserve.

8.2.2 – Frais de portage du stock foncier compensatoire

Pour chaque mise en réserve validée par le SIGNATAIRE, le SIGNATAIRE prend à sa charge l'ensemble des frais liés au portage des biens achetés et stockés par la Safer. Les frais de portage correspondent à la somme des frais financiers de stockage et des frais de gestion administrative, et à une éventuelle garantie de bonne fin sur les biens stockés par la Safer.

8.2.2.1 – Les frais financiers à la charge du SIGNATAIRE

Ces frais correspondent aux frais de portage supportés par la Safer entre le moment où elle acquiert les biens et le moment où elle reçoit le règlement du préfinancement apporté par le SIGNATAIRE. Les frais financiers sont fixés au taux Euribor 1 an+3 % (HT) appliqués sur le prix principal d'acquisition (A) et les frais annexes (B) des surfaces en stock au prorata temporis.

Ces frais seront calculés et facturés au SIGNATAIRE au jour du préfinancement. Ils ne seront pas répercutés sur les attributaires et resteront à la charge du SIGNATAIRE.

8.2.2.2 – Les frais de gestion administrative à la charge du SIGNATAIRE

Pour assurer la gestion de l'exploitation et l'entretien des parcelles pendant la période de stockage, la SAFER consentira des occupations précaires conformes aux dispositions de l'article L 142-4 du code rural et de la pêche maritime, par Convention d'Occupation Provisoire et Précaire (COPP). Le produit de cette occupation ne couvrant pas l'ensemble des frais réels de la SAFER (impôt foncier, taxe AFR, assurance, traitement administratif de la COPP, suivi technique, gestion des loyers, ...), la gestion temporaire des parcelles en stock engendrera une participation du SIGNATAIRE fixée à 2% (HT) par an du prix principal d'acquisition (A) des surfaces en stock au prorata temporis.

Ces frais seront facturés annuellement et adressés au SIGNATAIRE au 15 décembre jusqu'au jour du paiement du prix de l'attributaire de la SAFER. Ces frais ne seront pas répercutés sur les attributaires et resteront à la charge du SIGNATAIRE.

8.2.3 – Sortie de Mise en Réserve (SMR)

Application de la TVA en vigueur sur le prix principal :

- Attribution au SIGNATAIRE : Le SIGNATAIRE s'engage à prendre en charge la TVA appliquée sur le prix de vente de la Safer. TVA qui fera l'objet d'une facturation à la signature de l'acte.
- Attribution à un tiers : Si la TVA sur le prix de vente ne peut pas être appliquée à l'attributaire Safer (non assujetti à TVA), la Safer appliquera des frais complémentaires pour compenser la dégradation de son prorata de TVA récupérable. Ces frais correspondent à une augmentation de 2 points de sa rémunération (soit 10% pour les acquisitions amiables, soit 12% pour les acquisitions par préemption), selon barème en vigueur validé par le conseil d'administration Safer du 02 novembre 2023. En accord avec les parties, ces 2% seront pris en charge par le SIGNATAIRE.

Les Sorties de Mise en Réserve (SMR) dans le cadre d'une opération d'échange ou de compensation pourront se faire au prix principal indiqué dans l'Entrée de Mise en Réserve (EMR) sous condition de l'application d'une garantie de bonne fin (cf article 9).

Après compensation foncière des propriétaires/agriculteurs concernés par les emprises du SIGNATAIRE ou déconventionnement, la Safer remboursera au SIGNATAIRE, dans un délai de deux mois à compter du règlement qui a suivi la signature de l'acte de vente, une somme correspondant au total des éléments A + B + C figurant au paragraphe 8.2.1. (sauf application de la garantie de bonne fin – article 9). La Safer conservera toute éventuelle plus value lors de la revente.

ARTICLE 9 : Garantie de bonne fin à la charge du SIGNATAIRE

Lors de la revente des biens stockés par la SAFER, le prix de rétrocession obtenu doit être égal au prix garanti TTC de la SAFER. Ce prix garanti correspond au total des éléments A + B + C (figurant à l'article 8.2) augmenté de tous les débours de la Safer lors de la revente (frais de publicité, document d'arpentage, bornage, analyse de sol, ...). En tout état de cause, en l'absence de candidat aux conditions couvrant le prix garanti, le SIGNATAIRE s'engage à assurer à la SAFER l'équilibre financier de l'opération. La Garantie de Bonne Fin (GBF) correspond à la différence entre le prix garanti et le meilleur prix obtenu d'un candidat répondant aux conditions d'attribution de la SAFER. Cette garantie de bonne fin (HT) augmentée de la TVA en vigueur sera prélevée sur le préfinancement initial du SIGNATAIRE lors du remboursement constaté sur la SMR.

ARTICLE 10 : Intervention exclusive de la Safer

Suite à la signature de la présente convention entre le SIGNATAIRE et la Safer, cette dernière est la seule mandatée à intervenir, dans les périmètres mentionnés à l'article 1 en vue de réaliser les objectifs de la présente convention. Les parties s'engagent à respecter cette clause qui conditionne le bon déroulement de la convention.

ARTICLE 11 : Date d'effet

La convention prend effet à compter de sa signature. En vertu des dispositions de l'article R.141-9 du code rural, la convention est exécutoire lorsque la Safer en a obtenu la validation par ses commissaires du gouvernement.

ARTICLE 12 : Durée

La convention est annuelle. Elle est reconduite tacitement. En tout état de cause, sa durée ne peut être supérieure à cinq ans sauf si les parties décident de renouveler cette durée par la signature d'un avenant à la présente convention. Elle peut être résiliée par le SIGNATAIRE ou la SAFER au terme de chacune des périodes annuelles sous réserve d'un préavis de 3 mois. La résiliation par la Safer mettra un terme à tous les engagements du SIGNATAIRE. En cas de résiliation par le SIGNATAIRE ou au terme de la convention, les réserves constituées seront déconventionnées dans un délai de 12 mois. Les frais de portage à la charge du SIGNATAIRE et la clause de garantie de bonne fin seront maintenus et s'appliqueront jusqu'à la revente totale du stock, en application de la présente convention.

ARTICLE 13 : Modalités des paiements

La Collectivité se libèrera des sommes dues à la Safer Grand Est au titre de la présente convention en faisant porter les différents montants au crédit du compte bancaire ouvert au nom de la Safer Grand Est :

CRCA DU NORD EST – RIB 10206 00083 15090310000 33

IBAN FR 76 1020 6000 8315 0903 1000 033

BIC AGRIFRPP802

Conditions de paiement : paiement sous 30 jours à réception de la facture.

En 4 exemplaires originaux

Fait à Le Pour la CC Vitry Champagne et Der Le Président, M. Jean-Pierre BOUQUET	Fait à Witry-lès-Reims, Le Pour la Safer Grand Est, Le Directeur Général, M. Stéphane MARTIN
--	--

ANNEXES

Annexe 1 : Plan, périmètre d'action de négociation foncière confiée à la SAFER

Liste des captages prioritaires classées sensibles de la CC VITRY CHAMPAGNE ET DER

Ancien code BSS	Nouveau code BSS	Code INSEE commune	Commune	Problématique	Point de prélèvement sensible (qualitomètre)	Point de prélèvement prioritaire
02253X0027/FAEP	BSS000RWUH	51065	BLACY	nitrites	sensible	
02632X0004/PAEP	BSS000ULFW	51125	CHAPELAINE	pesticides	sensible	
02632X0010/FAEP	BSS000ULGC	51169	CORBEIL	nitrites et pesticides	sensible	oui
02256X0015/F1	BSS000RVEC	51184	COURDEMANGES	pesticides	sensible	
02256X0050/ELEV	BSS000RXFP	51184	COURDEMANGES	pesticides	sensible	
02253X0002/FAEP	BSS000RWTG	51295	HUIRON	pesticides	sensible	
02256X0014/FAEP	BSS000RXEB	51296	HUMBAUVILLE	pesticides	sensible	
02633X0025/S2	BSS000ULJZ	51349	MARGERIE-HANCOURT	nitrites	sensible	
02257X0026/FAEP	BSS000RXHQ	51463	RIVIERES-HENRUEL(LES)	nitrites et pesticides	sensible	
02255X0002/PAEP	BSS000RXCB	51550	SOMPUIS	nitrites	sensible	
02633X0012/FAEP	BSS000ULJL	51551	SOMSOIS	nitrites et pesticides	sensible	
01896X0025/PAEP	BSS000PVAX	51552	SONGY	nitrites	sensible	



Convention d'information foncière n° CV 51 24 0007 01

ENTRE

Collectivité : Communauté de Communes Vitry Champagne et Der

Domicilié(e) : Place de l'Hôtel-de-Ville BP 50420 - 51308 Vitry-le-François Cedex

Représenté(e) par son président, Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, autorisé(e) par délibération du Conseil
..... en date du

Adresse électronique de contact :

Ci-après désignée « **le Signataire** »

ET

LA SAFER GRAND EST

Société Anonyme au capital de 2 740 816 € dont le Siège Administratif est situé au 14, rue Rayet Liénart – 51420 WITRY-LES-REIMS

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Reims sous le numéro 736 220 377 (69 B 61)

Agréée par arrêté interministériel du 22 décembre 2016, publié au Journal Officiel du 24 décembre 2016,

Représentée aux présentes par **Monsieur Stéphane MARTIN**, son Directeur Général Délégué, dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 3 juin 2021.

Ci-après désignée « **la Safer** »

ARTICLE 1 : OBJET

Par la présente convention, le Signataire et la Safer définissent les modalités d'un dispositif d'information foncière permettant au Signataire de :

- connaître, sur un périmètre donné, toutes les déclarations d'intention d'aliéner (DIA), également appelées « notifications de projets de vente », portées à la connaissance de la Safer ;
- connaître les appels à candidature publiés par la Safer ;
- disposer d'un référentiel foncier de prix grâce à l'historisation des ventes sur 1 an ;
- se porter candidate d'un bien maîtrisé à l'amiable par la Safer ou en lieu et place de l'acquéreur notifié, par l'exercice du droit de préemption de la Safer dans le respect des objectifs définis par l'article L.143-2 du Code rural et de la pêche maritime ;
- anticiper et combattre certaines évolutions (mitage, dégradation des paysages, cabanisation, changement de vocation des sols, etc.) ;
- préserver l'agriculture et les espaces naturels ;
- acquérir des réserves foncières pouvant concourir à des équipements nécessaires à son développement économique ;
- maîtriser l'action foncière au cœur du programme local de l'habitat ;
- constituer des réserves foncières compensatoires ;
- suivre les opérations de stockage du foncier liées une convention d'assistance à maîtrise foncière
- avoir accès à des indicateurs de marché foncier, de consommation des espaces agricoles et naturels et d'évolution de l'artificialisation,
- ...

Les parties déclarent que les modalités de leur collaboration ne pourront être d'aucune façon contraires aux dispositions des articles L.141-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime¹.

Les parties s'engagent à se communiquer toute opportunité de vente de terres agricoles dont elles auront connaissance.

ARTICLE 2 : PERIMETRE D'INTERVENTION

La présente convention porte sur la commune de SONGY.

¹ L'article L141.1 du code rural définit les missions de la Safer

ARTICLE 3 : MODALITES TECHNIQUES ET OPERATIONNELLES ET D'INTERVENTION FONCIERE

ART. 3.1 : COMPTE SUR LE SITE INTERNET VIGIFONCIER [[HTTP://GRANDEST.VIGIFONCIER.FR/PORTAIL/](http://grandest.vigifoncier.fr/portail/)]

La Safer procède dès l'entrée en vigueur de la convention cadre à l'activation d'un ou de plusieurs compte(s) sur le site Internet <https://grandest.vigifoncier.fr>, permettant au Signataire d'accéder aux informations de veille foncière sur le périmètre d'intervention défini à l'article 2.

L'accès à ce site Internet est sécurisé par un identifiant nominatif (adresse mail) et un mot de passe personnalisés qui ne doivent être en aucun cas diffusés à des tiers sauf autorisation expresse de la Safer. Le Signataire informera la Safer de toute modification d'adresse.

Les DIA et appels à candidature sont publiés sur Vigifoncier au fur et à mesure de leur saisie, avec un délai d'affichage de 48h correspondant à la synchronisation entre les serveurs informatiques (synchronisation réalisée la nuit).

Un courriel d'alerte est envoyé automatiquement pour avertir la ou les personnes titulaires d'un compte dès lors qu'une ou plusieurs nouvelles informations sont parvenues à la Safer.

ART. 3.2 : LISTE DES COMPTES ET FONCTION DES PERSONNES DISPOSANT D'UN ACCES

Compte tenu du caractère confidentiel des informations contenues dans le site Vigifoncier, les accès sont nominatifs et les personnes physiques disposant d'un accès s'engagent explicitement à respecter les clauses figurant dans la présente convention.

Nom / Prénom	Fonction	Mail	Téléphone

ART. 3.3 : INFORMATIONS DIFFUSEES

Selon les options retenues par le Signataire, le compte Vigifoncier permet d'accéder au module « Veille foncière » et/ou au module « Observatoire » :

• **MODULE VEILLE FONCIERE :**

Le module Veille foncière retranscrit, sous la forme de tableaux et d'une cartographie, les informations suivantes :

- Rubrique « Notifications » : notifications des projets de vente, issues des déclarations d'intention d'aliéner (DIA) adressées à la Safer par les notaires ou les administrations,
- Rubrique « Appels à candidature » : appels à candidature émis par la Safer.

Outre ces données, le site Vigifoncier comprend diverses couches d'informations spatiales : unités administratives, fonds IGN Scan 25© et BD Ortho©, parcellaire (IGN BD parcellaires ou DGFIP PCI vecteur), périmètre d'inventaire et de protection des espaces naturels (sources INPN, Conseils Généraux, DREAL, CEN etc.), risques naturels, zonages de planification, zonages AOC/AOP (INAO), stock foncier compensatoire lié à une convention de mise en réserve, etc. Cette liste n'est pas limitative et peut évoluer en fonction de la disponibilité des sources.

Le Signataire peut transmettre à la Safer Grand Est les données spatiales dont elle souhaiterait disposer sur le site (PLU numérisé, ZAC/ZAD, périmètres de surveillance, périmètres de captage...). L'intégration de ces données est soumise à l'accord préalable de la Safer afin de ne pas remettre en cause les performances de l'outil pour l'ensemble de ses utilisateurs. Les modalités techniques de transmission de ces données seront définies en accord avec la Safer².

² Format de fichier : shapefile ou Mif/Mid – Système de projection Lambert 93

La Safer s'emploie à mettre à jour régulièrement ces informations et à les documenter (sources, millésimes, etc.)
Le site permet d'éditer à tout moment des documents contenant ces informations et d'effectuer des requêtes sur certaines bases de données (recherches de termes de comparaison sur DIA Safer ou DVF).

Le Signataire souhaite accéder au module Veille Foncière :	<input checked="" type="checkbox"/> OUI	/	<input type="checkbox"/> NON
--	---	---	------------------------------

• **MODULE OBSERVATOIRE DU FONCIER :**

Le module Observatoire permet au SIGNATAIRE d'accéder aux éléments d'analyse suivants :

- Occupation du sol au regard des caractéristiques cadastrales (surfaces cadastrées, répartition des modes d'occupation du sol)
- Evolution des modes d'occupation du sol (bilan des évolutions, évolution des variations annuelles, taux d'évolution des grands segments de natures cadastrales et estimation de la consommation moyenne annuelle des surfaces agricoles)
- Evolution de l'occupation du sol et démographie (rapport de la population sur les grandes natures cadastrales, évolution relative des surfaces urbanisées et de la population, surface par habitant, densité)
- Caractéristique du marché foncier agricole (récapitulatif des notifications observées, marché bâti et non bâti, segmentation du marché et orientation).

Le Signataire souhaite accéder au module Observatoire du Foncier :	<input type="checkbox"/> OUI	/	<input type="checkbox"/> NON
--	------------------------------	---	------------------------------

ART. 3.4 : DECHARGE DE RESPONSABILITE

Les DIA ou Appels de candidatures diffusées sur le site Vigifoncier, module « Veille foncière » ne sauraient être considérées comme une proposition de vente ou d'achat. Les informations du site Internet Vigifoncier Grand Est sont non contractuelles et peuvent contenir des inexactitudes techniques, omissions ou des erreurs typographiques que la Safer Grand Est s'engage à régulariser dans les meilleurs délais dès qu'elle en aura connaissance.

La Safer Grand Est ne peut encourir aucune responsabilité du fait d'erreurs, d'inexactitudes ou d'omissions, sur les résultats qui pourraient être obtenus de l'usage de ces informations par le Signataire.

ART. 3.5 : INTERVENTION FONCIERE

Dans les 10 jours suivant l'envoi de l'e-mail d'alerte informant de la mise en ligne d'une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), le Signataire pourra solliciter la SAFER pour qu'elle réalise une analyse complémentaire de la notification de vente et pour engager une éventuelle intervention sur la vente notifiée. Cette intervention pourra conduire à une préemption, étant précisé qu'il peut s'agir d'une préemption simple ou d'une préemption assortie d'une demande de révision de prix si celui-ci est jugé excessif sur la base de l'expertise de la SAFER et de l'avis de ses commissaires du gouvernement Finances et Agriculture. Passé ce délai de 10 jours, la Safer n'instruira pas de demande d'intervention sur la déclaration d'intention d'aliéner.

Toute demande d'intervention sur une notification de vente devra répondre aux objectifs définis par la loi d'orientation agricole du 09 juillet 1999 et par ordonnance du 23 septembre 2015 (article L. 143-2 du Code Rural) tels que rappelés en annexe 1.

Toute préemption engagée par la Safer devra préalablement être garantie financièrement par le Signataire et couvrir l'intégralité du prix de vente, des frais et de la rémunération de la Safer (cf barème en vigueur).

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

Les modalités financières d'accès à Vigifoncier sont définies comme suit :

Module Veille Foncière : 150€ HT/commune

Module Observatoire du Foncier : 150€ HT/commune

Soit pour 1 commune :

- un abonnement annuel de 150€ HT pour la souscription au module de veille foncière seule.

OU

- un abonnement annuel de 300€ HT pour la souscription aux 2 modules.

La première année, une somme forfaitaire de 350€ HT sera facturée en supplément de l'abonnement annuel pour la mise en service de l'abonnement Vigifoncier.

La mise en service couvre les aspects suivants :

- ✓ Création des comptes d'accès et fourniture des modalités de connexion au site Internet cartographique Vigifoncier (chemin d'accès – identifiant – mot de passe)
- ✓ Formation de prise en main de l'outil
- ✓ Aide à distance à l'utilisation de Vigifoncier
- ✓ Intégration et mise à jour des données

La première année, la somme due est calculée sur la période allant du premier jour du mois suivant la signature de cette convention au 31 décembre de l'année considérée, chaque mois correspondant à 1/12^{ème} de la base forfaitaire annuelle. Au cours du premier trimestre de chaque année, la Safer adresse au Signataire une facture pour l'année en cours.

ARTICLE 5 : PROPRIETE INTELLECTUELLE, DROITS SUR LES DONNEES ET ELEMENTS DU SITE VIGIFONCIER

ART 5.1 : PROPRIETE INTELLECTUELLE DE VIGIFONCIER GRAND EST

Le site Internet Grand Est <https://grandest.vigifoncier.fr> est la propriété de la Safer Grand Est.

Tous les éléments de ce site restent la propriété exclusive de la Safer conformément au Code de la propriété intellectuelle ou sont soumises à une licence d'utilisation ou d'exploitation qui n'est valable que pour la Safer.

ART 5.2 : DONNEES CARTOGRAPHIQUES DE L'IGN

Les données cartographiques portant la mention © IGN intégrées dans Vigifoncier sont la propriété exclusive de l'Institut Géographique National.

La licence concédée à la Safer n'entraîne à son profit aucun transfert de propriété de ces données.

L'utilisation de ces données est strictement limitée à l'usage du Signataire dans le respect de la présente convention.

Toute communication, même partielle, des données à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, sous toute forme, par tout moyen et pour quelque motif que ce soit est soumise à l'accord exprès préalable de l'IGN.

Les données IGN ne doivent pas être extraites du produit ou utilisées sur un autre logiciel.

La reproduction pour diffusion à des tiers ou la commercialisation des sorties graphiques est interdite, sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit.

ART. 5.3 : DROIT D'USAGE, DE DIFFUSION ET DE REPRODUCTION DES DONNEES VIGIFONCIER

Toute représentation, reproduction ou exploitation intégrale ou partielle des informations diffusées par le site Vigifoncier Grand Est, que ce soit à titre gratuit ou onéreux, faite sans le consentement de la Safer est interdite.

Conformément aux dispositions de la loi n° 98-536 du 1^{er} juillet 1998 portant transposition dans le Code de la propriété intellectuelle de la directive 96/9 CE du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données, la Safer est productrice et propriétaire de tout ou partie des bases de données composant le site Internet Vigifoncier.

En ce qui concerne les droits vis-à-vis de ces informations, le Signataire s'engage :

- à ne pas commercialiser ces données,
- à ne pas diffuser gratuitement ces données,
- à citer les sources sur l'ensemble des analyses se référant à ces données.

ARTICLE 6 : DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (INFORMATIQUE ET LIBERTES)

En application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les sites du domaine vigifoncier.fr font l'objet d'une inscription au registre CNIL tenu par la Fédération Nationale des Safer pour le compte des Safer.

Le site Internet cartographique Vigifoncier comporte des données à caractère personnel. En tant que destinataire des données, le Signataire s'engage à :

- ne pas utiliser les documents, informations, fichiers informatiques et de manière générale toutes données à caractère personnel confiés par la Safer à des fins autres que celles prévues pour les besoins de l'exécution de la prestation objet du contrat.
- ne pas communiquer et céder les données à caractère personnel à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.
- prendre toute mesure, notamment de sécurité matérielle pour assurer la conservation et la confidentialité des données à caractère personnel transmises.
- effectuer toutes les démarches auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) afin de se garantir le droit de collecter, d'utiliser et d'exploiter les données à caractère personnel transmises par la Safer (voir formulaire CNIL à l'adresse suivante : https://www.formulaires.service-public.fr/gf/cerfa_13809.do).

ARTICLE 7 : MAINTENANCE ET EVOLUTIONS DU SITE VIGIFONCIER GRAND EST

Le site Internet <https://grandest.vigifoncier.fr> est normalement accessible 24 h/24 h et 7 jours/7.

En cas de force majeure, de difficultés informatiques, de difficultés liées à la structure des réseaux de télécommunications ou difficultés techniques, ou pour des raisons de maintenance, sans que cette liste ne soit exhaustive, l'accès à toute ou partie du site pourra être suspendu temporairement. La Safer s'engage dans ce cas à faire le nécessaire auprès de ses prestataires pour rétablir le fonctionnement du site dans les meilleurs délais. Elle dispose pour cela de contrats de maintenance avec son prestataire Business Geographic qui a développé l'application et héberge les serveurs.

La durée de la suspension n'a aucune incidence sur la date d'échéance définie à l'article 8.2 de la présente convention. Le site Internet <https://grandest.vigifoncier.fr> est susceptible de modification et d'évolutions sans notification d'aucune sorte.

ARTICLE 8 : ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

ART. 8.1 : ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par le Signataire.

ART. 8.2 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans. Au terme des 5 ans, elle fera l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction sauf dénonciation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de 3 mois avant la date anniversaire, soit avant le 30 septembre de la dernière année d'abonnement.

En 2 exemplaires originaux

A Le Pour la Communauté de Communes Vitry Champagne et Der Le Président M. Jean-Pierre BOUQUET	A Witry-lès-Reims, Le Pour la Safer Grand Est, Le Directeur Général, M. Stéphane MARTIN
---	--

ANNEXE 1

**objectifs définis par la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999 et par ordonnance du 23 septembre 2015
(article L. 143-2 du Code Rural)**

Le Signataire devra veiller à proposer à la SAFER un projet conforme aux objectifs définis par la loi d'orientation agricole du 09 juillet 1999 et par ordonnance du 23 septembre 2015 (article L. 143-2 du Code Rural), rappelés ci-après :

1. L'installation, la réinstallation ou le maintien des agriculteurs ;
2. La consolidation d'exploitations afin de permettre à celles-ci d'atteindre une dimension économique viable au regard des critères du schéma directeur régional des exploitations agricoles et l'amélioration de la répartition parcellaire des exploitations existantes, dans les conditions prévues à l'article L. 331-2 ;
3. La préservation de l'équilibre des exploitations lorsqu'il est compromis par l'emprise de travaux d'intérêt public ;
4. La sauvegarde du caractère familial de l'exploitation ;
5. La lutte contre la spéculation foncière ;
6. La conservation d'exploitations viables existantes lorsqu'elle est compromise par la cession séparée des terres et de bâtiments d'habitation ou d'exploitation ;
7. La mise en valeur et la protection de la forêt ainsi que l'amélioration des structures sylvicoles dans le cadre des conventions passées avec l'Etat ;
8. La protection de l'environnement, principalement par la mise en œuvre de pratiques agricoles adaptées, dans le cadre de stratégies définies par l'Etat, les collectivités territoriales ou leurs établissements publics ou approuvées par ces personnes publiques en application du présent code ou du code de l'environnement ;
9. Dans les conditions prévues par la section 3 du chapitre III du titre Ier du livre Ier du code de l'urbanisme, la protection et la mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains.

La SAFER doit justifier sa décision de préempter en précisant de quelle manière celle-ci répond à un ou plusieurs des objectifs mentionnés ci-dessus, en tenant compte des précisions suivantes :

1. l'objectif 5 doit être complété par au moins un autre objectif, qu'il soit d'ordre agricole ou environnemental,
2. l'objectif 8, hors certains périmètres à enjeu environnemental, ne peut être invoqué qu'après accord préalable de la DIREN.